

## Communiqué

### **Les retraites sur la sellette encore et toujours.**

Le MEDEF veut une fois de plus de frapper un grand coup sur la tête des salarié-e-s et des retraité-e-s.

Dans le cadre des négociations sur les retraites complémentaires AGIRC et ARRCO, il propose carrément de décrocher le montant des pensions du niveau de l'inflation !

Cela correspondrait à une baisse de 1,5% pour 2013 par rapport à l'inflation, et de 1% par an sur la période 2014 à 2017 ! Soit, au bout de 5 ans, une pension en baisse de 5,5 %

L'objectif du MEDEF est clair : Pour maintenir ses profits, il accélère le processus de paupérisation des retraité-e-s et impose à toutes et tous une cure d'austérité permanente !

Et comme si cela ne suffisait pas, le MEDEF envisage une baisse du taux de réversion dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014 qui passerait de 60 à 56%. Alors que les veuves (et quelques veufs) vivent des situations dramatiques.

Les retraité-e-s, déjà fortement fragilisé-e-s par la baisse de leur pouvoir d'achat, ce que confirme les analyses du COR (Conseil d'orientation des retraites) et les études de l'INSEE, seraient donc, dans ce scénario du pire, les nouvelles victimes du patronat !

Et pour faire bonne mesure, le gouvernement souhaite, si l'accord intervient entre partenaires sociaux, s'inspirer de ces mesures pour les appliquer au régime général !

Le changement disiez vous ? De qui se moque-t-on ?

Le cumul des contre-réformes sur les retraites depuis 1993 mène à des situations dramatiques :

➤ Le « minimum contributif » de 678,50 € (moins pour ceux n'ayant pas cotisé pendant la durée requise) concerne près de la moitié des nouveaux retraité-e-s,

➤ Le minimum vieillesse (Allocation de Solidarité aux Personnes Agées) de 777,16 € est perçu par 576 271 retraité-e-s.

Alors que les discussions vont se rouvrir très prochainement sur le sujet global des retraites ces premières annonces font craindre le pire.

L'Union syndicale Solidaires s'oppose à l'austérité pour les retraité-es, que le Medef veut encore accroître. Les retraité-es comme les salarié-e-s n'ont pas à payer une crise dont ils et elles ne sont pas responsables.

L'Union syndicale Solidaires dit non à l'austérité, non aux mesures spécifiques visant les retraité-es et oui à une réforme fiscale globale faisant participer effectivement, et de façon progressive, tous les revenus et tous les patrimoines importants.

Il faut rompre avec la politique systématique d'exonérations de cotisations sociales patronales.

C'est bien par la création d'emplois, par l'augmentation des salaires, que nous garantirons un système de retraites par répartition.